

Ceci (n') est (pas) un gouvernement

Assiste-t-on à une scène de surréalisme à la belge ? Charles Michel pousse la N-VA dehors, mais celle-ci dit vouloir rester.

Que s'est-il passé ? Mardi encore, lors d'une conférence de presse surprise, le Premier ministre Charles Michel poussait son partenaire N-VA à débrancher la prise de la majorité. Mardi encore, les partenaires se déchiraient, laissaient penser que la fin du gouvernement était proche. Mardi encore, sur les réseaux sociaux, une campagne de la N-VA aux forts relents identitaires avait mis le feu aux poudres.

Souhaitant honorer la parole de la Belgique, Charles Michel a

demandé l'avis du Parlement pour décider si oui ou non, il fallait donner un feu vert belge au pacte migratoire de l'ONU. Texte que la N-VA refuse d'approuver. Lors d'un vote en commission hier, une majorité alternative sans la N-VA s'est donc dégagée pour approuver le pacte.

Et maintenant ? Maintenant, on donne des signaux d'espoir : « On travaille bien ensemble », « ça ira », « il y a encore beaucoup à faire en matière socio-économique ». C'est à ne plus rien y comprendre.

« La question, c'est le fond de la politique menée. Et pour nous, la politique migratoire, c'est l'accord de gouvernement. Et elle n'est pas très différente de ce que faisait Maggie De Block dans le précédent gouvernement. La communication de la N-VA, c'est autre chose. Et la campagne de mardi a été retirée à la demande du MR, du CD&V et d'autres », commente le vice-Premier MR Didier Reynders. Circulez, la crise est passée. La N-VA, elle, dit vouloir rester dans le gouvernement. Charles Michel pourra se

rendre à Marrakech la semaine prochaine pour donner son feu vert au pacte, tout en ne représentant pas officiellement son gouvernement, puisque son partenaire de majorité refuse de voir le Premier ministre se produire au nom de l'exécutif.

Reste deux pierres d'achoppement pour la suédoise : le vote en séance plénière aujourd'hui. Et le vote à New York, aux Nations unies aux alentours du 20 décembre. ■

Le gouvernement toujours vivant, toujours debout

- ▶ Une majorité alternative, avec le MR, vote pour le pacte à la Chambre, la N-VA vote contre.
- ▶ Et alors ? Les nationalistes disent vouloir poursuivre au gouvernement.
- ▶ Charles Michel tient bon au Seize, et s'apprête à se rendre à Marrakech. Tout continue ?
- ▶ Rendez-vous en plénière à la Chambre ce jeudi.

REC1

Il faut que tout change pour que rien ne change ? La crise politique autour du pacte migratoire a vu les partenaires du gouvernement fédéral se déchirer, le MR, le CD&V et le VLD d'une part, et la N-VA, d'autre part, communiquer en sens opposés (vive le pacte !, à bas le pacte !), laisser à penser que la chute du gouvernement était imminente, et puis...

Et puis, d'un coup, le scénario se modifie, à peu près tous dans la majorité disent que « ça ira », qu'« on travaille bien ensemble », qu'« il y a encore beaucoup de travail à faire en matière socio-économique », que ce n'est pas le moment de mettre la clé sous la porte au Seize. Attention : on n'oublie rien, on n'efface rien. L'affrontement sur le pacte migratoire n'est probablement pas terminé, mais on continue.

C'était, en tout cas, le discours dominant mercredi en fin de journée, à l'issue des débats et des votes en commission des relations extérieures à la Chambre, où la suédoise a tenu bon. Que s'est-il passé ?

Majorité alternative

L'on sait que, mardi soir, au plus fort de la crise politique, Charles Michel était intervenu publiquement pour dénoncer une campagne de communication anti-pacte de la N-VA et les façons d'un parti, qui avait validé le pacte des migrations tout au long des négociations menées par notre ambassadeur à l'ONU, Jean-Luc Bodson, avant de le dénoncer soudainement. Le chef du gouvernement avait une parade : parole au Parlement fédéral ! A lui de se prononcer. L'idée : qu'une majorité alternative (à la suédoise), donc sans la N-VA, vote une résolution confirmant l'engagement de la Belgique en faveur du pacte des migrations.

C'est ce qui est advenu mercredi à la Chambre, en commission des relations extérieures : MR, CD&V, VLD, Ecolo-Groen, CDH et SP.A ont voté en faveur d'un texte soutenant le pacte, où l'on parle de « migrations sûres, ordonnées et régulières », et l'on précise qu'il faudra se concerter avec

d'autres pays européens afin d'en cerner mieux la portée. Le PS, pour sa part, s'est abstenu, et appuyait une motion appelant à se prononcer pour le pacte des migrations « sans réserve », se désolidarisant du groupe. Défi et le PTB, qui n'ont pas le droit de vote en commission, n'excluent pas de voter le texte majoritaire en plénière ce jeudi (ils aviseront). La N-VA a voté contre. Et alors ? Alors rien. Rien à ce stade.

Mercredi matin déjà, Peter De Roover, son chef de groupe, avait annoncé : « Nous voterons contre la résolution, mais nous ne sortons pas du gouvernement, qui doit continuer. » De fait, mercredi après-midi, il renchérit devant les caméras de VTM : « Pour nous, le pacte de l'ONU est inacceptable, il faut affirmer la souveraineté des Etats dans les politiques d'asile et de migration, nous votons contre la résolution au Parlement, mais cela n'a rien à voir avec le gouvernement, il faut poursuivre. » Un revirement quand on sait que le parti avait menacé de débrancher la prise en cas de majorité alternative (il y en a une) et en

cas de départ du Premier ministre à Marrakech pour donner la position de la Belgique (il ira).

Bilan : le MR rallie une majorité alternative au Parlement, Charles Michel reste au Seize à la tête de la suédoise. Quant à la N-VA : elle a pu manifester publiquement son désaccord au Parlement (en commission mercredi, et ce sera le cas en plénière ce jeudi), elle maintient sa ligne dure, mais reste aux affaires. Avec une solide perte de crédibilité.

Rendez-vous à Marrakech

Dans ces circonstances, Charles Michel pourra se rendre à Marrakech la semaine prochaine en se prévalant du mandat parlementaire et fort de la majorité alternative du jour. Cela, tout en ne représentant pas officiellement un gouvernement, le sien donc, où il n'y a pas consensus, puisque la N-VA ne veut pas du pacte et refuse de voir le Premier ministre se produire au nom de l'exécutif sur cette question... Ce premier voyage est donc réglé. Reste le deuxième, plus délicat : l'approbation officielle du pacte prévue, mais c'est à confirmer, pour le 19 ou le 20 décembre à New York. Certains dans la majorité soulignent déjà qu'un pacte n'est pas un traité, laissant entendre là encore que l'approbation par la Belgique pourrait ne pas engager formellement le gouvernement en place rue de la Loi, que peut-être le mandat parlementaire sera suffisant...

Un parlementaire dans la suédoise : « Bon, et puis franchement, si ça marche

pour Marrakech, on ne va quand même pas refaire la crise après ça pour New York, les gens ne comprendraient vraiment plus rien... » Il nous revient que le scénario n'est pas très compliqué, pour les défenseurs du pacte. Si, juridiquement, le Premier ministre peut signer le pacte sans l'accord de la N-VA, ses diplomates le feront à New York (lui ne doit pas s'y rendre). Si ce n'est pas permis, Charles Michel rééditera le coup de Marrakech, et fera savoir, par ces mêmes diplomates, le soutien de son Parlement au texte. « Le goal est dans les filets », sourit-on à bonne source.

Reynders : « La Région flamande est d'accord »

Au cœur du gouvernement fédéral, Didier Reynders, vice-Premier MR, explique la méthode, rassurant lui aussi : « On travaille par étapes et on tient une ligne. D'abord, sur le fond, le pacte migratoire n'empêche aucune des politiques menées en Belgique ces dernières années ni même de les renforcer. Ensuite, on a eu l'accord des Régions sur ce pacte, le ministre-président flamand Geert Bourgeois ayant dit à Charles Michel que ce texte ne lui posait pas de problèmes dans ses compétences et que pour la Flandre, on peut l'approuver. On a aussi obtenu le soutien d'une majorité du Parlement. S'il va à Marrakech, Charles Michel pourra donc expliquer que le pacte a le soutien d'une majorité du Parlement et des entités fédérées, pas du gouvernement. Et s'il dit la vérité, quel est le problème ? Après, on verra l'étape suivante. »

La suédoise a donc gagné du temps et

« va pouvoir travailler normalement, même si la situation n'est pas la plus propice pour prendre d'autres grandes décisions », reconnaît le ministre des Affaires étrangères. Quant à poursuivre, après les législatives, une coalition avec un parti nationaliste qui a imaginé une campagne anti-pacte sur le mode extrémiste, et avec un Theo Francken reconnaissant s'inspirer du Vlaams Belang, Didier Reynders ré-

torque : « La question, c'est le fond de la politique menée. Et pour nous, la politique migratoire, c'est l'accord de gouvernement. Et elle n'est pas très différente de ce que faisait Maggie De Block dans le précédent gouvernement. La communication de la N-VA, c'est autre chose... Et la campagne de mardi a d'ailleurs été retirée à la demande du MR, du CD&V et d'autres. »

Message : les tensions demeurent certes, mais la crise est passée (pour le moment), circulez.

On verra. Les résolutions votées mercredi en commission reviennent ce jeudi en

séance plénière. Là aussi, une majorité alternative va se dégager : là encore la N-VA votera contre, et, en principe, confirmera qu'elle reste néanmoins dans la suédoise ; et là toujours, Charles Michel fera entendre sa différence sur le pacte mais défendra sa suédoise...

Et on file vers les élections du 26 mai ? Sauf accident, le risque le plus élevé se situe autour du fameux vote aux Nations unies... ■

DAVID COPPI
BERNARD DEMONTY
MARTINE DUBUISSON

29 NOVEMBRE 3 DECEMBRE 5 DECEMBRE

« Une majorité alternative ? Celui qui fait cela pousse la N-VA hors du gouvernement »

PETER DE ROOVER,
CHEF DE GROUPE N-VA À LA CHAMBRE

« Un gouvernement qui va à Marrakech est un gouvernement que nous ne soutenons pas »

BAPT DE WEVER, PRÉSIDENT DE LA N-VA

« Pourquoi quitterions-nous le gouvernement ? »

PETER DE ROOVER,
CHEF DE GROUPE N-VA À LA CHAMBRE

VOCABULAIRE

« Zwarte Piet », qui es-tu ?

C'est de saison, le fidèle compagnon de saint Nicolas, le Père Fouettard, appelé « Zwarte Piet » en néerlandais, est de sortie. En plus de punir les enfants qui n'ont pas été sages, il se retrouve cette année au centre du jeu politique belge. Et ce n'est pas la première fois. Le terme est repris à chaque grande crise par les hommes et femmes politiques. Car le « Zwarte Piet », c'est aussi le « valet noir », le « valet puant » de ce jeu de cartes appelé traditionnellement le Pouilleux. Honte, donc,

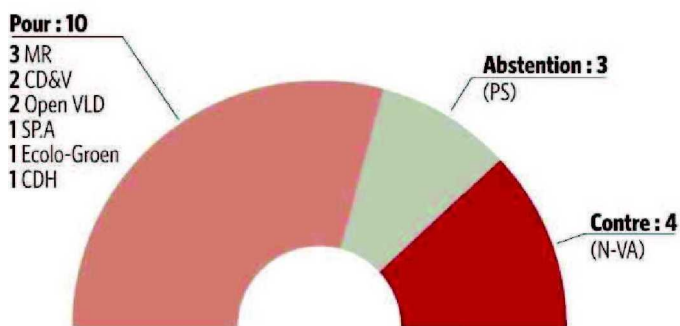
à celui qui reçoit le valet de pique dans cette joute où l'on enlève le valet de trèfle. C'est lui le grand perdant.

Actuellement, il est dans la main de la N-VA. Bart De Wever a décidé de s'en amuser en postant la photo d'un « Zwarte Piet » en chocolat sur les réseaux sociaux avec pour légende : « Ça ne peut qu'être bon. » Vraiment ? Jusqu'à présent, Zwarte Piet a toujours été fidèle à sa réputation de poissard. Repensez à Alexander De Croo (Open VLD) qui avait provoqué la crise gouvernementale la plus longue de l'histoire du pays en débranchant la prise en 2010.

M.BMÉ

Vote de la résolution en commission des relations extérieures

LE SOIR - 06.12.



L'AVIS DU CONSTITUTIONNALISTE MARC VERDUSSEN

« Sans consensus au gouvernement, on ne peut signer le pacte »

Etant donné le refus de la N-VA d'approuver le pacte migratoire, se pose la question de la marge de manœuvre du Premier ministre et du reste du gouvernement qui veulent signer ce texte. Ont-ils, constitutionnellement, le droit de le faire ? Tous les juristes ne sont pas d'accord. Mais pour le constitutionnaliste Marc Verdussen (UCL), « si Charles Michel va à Marrakech pour étaler les désac-

cords au gouvernement, et entre le gouvernement et le Parlement, cela ne mange pas de pain, c'est presque le Premier ministre qui s'engage à titre personnel. Mais il ne peut y aller pour engager la Belgique. » Sans l'accord de la N-VA, le gouvernement ne peut pas approuver le pacte ? A mon avis, non. Je suis très sceptique quant à l'idée qu'il puisse engager le gouvernement à souscrire au pacte si la N-VA s'y oppose et ne quitte pas la coalition. Sans consensus au gouvernement, il n'est pas question de prendre une décision qui engage la responsabilité de l'ensemble du

gouvernement. Et l'idée selon laquelle on pourrait contourner cette règle parce qu'on a l'aval du Parlement à une résolution, je me demande si ceux qui disent cela ne sont pas tombés sur la tête ! Je ne vois pas comment on pourrait contourner la règle du consensus et ce serait un précédent dangereux. Dans un an, un Premier ministre flamand pourrait s'appuyer sur une résolution du Parlement votée uniquement par des députés flamands pour prendre une décision qui porterait gravement atteinte aux intérêts des francophones. Et la procédure de protection de la sonnette

d'alarme ne s'applique pas pour une résolution. Une résolution simple, qui n'a pas de portée juridique, ne peut habilitier le Premier ministre à prendre une décision sans consensus au gouvernement. Que faire quand le moment de signer sera venu ? Une solution serait de dire à la N-VA de se soumettre ou de se démettre. Ou de demander au Roi un acte de révocation des ministres N-VA, le gouvernement serait alors minoritaire, mais de plein exercice, pas en affaires courantes. Car dans un gouvernement en affaires courantes, avec la N-VA donc, se reposerait la question de la signature du

pacte. Un gouvernement en affaires courantes peut-il le signer ? Il faudrait un consensus au gouvernement sur ce qui entre dans les affaires courantes. Et la N-VA dira qu'il n'est pas possible de signer un tel pacte en affaires courantes. Mais arriver à la question de la révocation serait catastrophique, car cela mettrait la N-VA dans la position de la victime, ce qui n'est pas idéal. Il y a d'ailleurs peu de précédents.

MA.D

La presse flamande...

Les éditorialistes flamands se sont montrés très durs mercredi envers la N-VA. Selon eux, le gouvernement est « mort ». La formation nationaliste n'est « plus que l'ombre d'elle-même » et menace de devenir un « parti d'extrême droite comme un autre », écrit Jan Segers dans *Het Laatste Nieuws*. « Le gouvernement est mort. Il ne reste plus qu'à constater son décès et organiser son enterrement », affirme pour sa part Liesbeth Van Impe dans *Het Nieuwsblad*. L'éditorialiste ne voit plus de « retour possible » pour le plus grand parti du gouvernement. « Pendant quinze ans, la formation a su conserver

une position unique située entre le centre et l'extrême droite, entre un parti d'opposition et un parti au pouvoir. Avec sa campagne (contre le pacte migratoire, NDLR), la N-VA fait clairement le choix de l'électeur de l'extrême droite au détriment de celui du centre », ajoute-t-elle.

... tire à boulets rouges...

Pour Bart Eeckhout, du quotidien *De Morgen*, le retrait de la campagne contre le pacte ne change rien. « Cela démontre qu'une part importante de la N-VA est prête à livrer bataille en faisant usage de mensonges et de contre-vérités. Cela montre également qu'elle peut s'appuyer, si nécessaire, sur des images

incitant à la haine, stigmatisantes et xénophobes. » L'éditorialiste se dit par ailleurs « surpris » par l'attitude du président de la N-VA, Bart De Wever, et des cadres du parti qui « au premier revers électoral se laissent gagner par la panique en imitant patement l'extrême droite ». Et si la N-VA ne remportait pas les prochaines élections ? « Quel partenaire voudra encore du parti pour former une coalition après ça ? De quoi la N-VA pourra-t-elle se targuer auprès de ses électeurs ? Rien sur le plan communautaire. Bien trop peu en matière budgétaire. Et bien moins que prévu au niveau économique. »

... sur le parti de Bart De Wever

Dans *Het Belang Van Limburg*, Yves Lambrix rebaptise la N-VA : « N-VB » pour « *Nouveau Vlaams Belang* ». Pour lui, le retrait de la campagne et la « pénitence » de la formation nationaliste sont des compensations tardives et bien maigres. La campagne contre le pacte des Nations unies sur les migrations est une « erreur stratégique de taille » qui permet au Premier ministre, Charles Michel, de pousser la N-VA vers la sortie. « Les électeurs tireront leurs conclusions. » « La N-VA traverse une crise profonde », écrit pour sa part Bart Sturtewagen dans *De Standaard*. « Depuis la déception électorale du 14 octobre, le parti a perdu son inviolabilité. » Décriée de toutes parts,

la campagne menée mardi sur les réseaux sociaux a offert l'opportunité à Charles Michel de passer outre la position de son partenaire de coalition et de s'en remettre à l'avis du Parlement. « La N-VA n'est-elle quand même pas si sûre de remporter une victoire éclatante en cas de chute du gouvernement ? », s'interroge encore l'éditorialiste. « L'expérience de mardi lui aura appris qu'elle n'a fait que jouer le jeu du *Vlaams Belang*. Des élections anticipées seraient dès lors un gros risque pour le parti nationaliste. » (b)

Dénoncer, menacer, puis rester : qui comprend encore la N-VA ?

ANAL

Pourquoi avoir pendant quatre ans (plus ou moins) joué le jeu gouvernemental et risqué la chute à cinq mois des élections législatives ? Difficile de cerner l'actuelle stratégie nationaliste.

1 Comment expliquer le comportement de la N-VA ces derniers jours et semaines ? D'abord par la défaite aux élections communales. « La N-VA n'avait plus perdu une élection depuis 2003, explique le politologue Carl Devos (université de Gand). Il y a donc une réaction de panique, d'autant que le Vlaams Belang, lui, a connu un succès. Puis plusieurs pays ont exprimé leurs craintes face au pacte migratoire. La N-VA s'est dès lors réveillée pour des raisons électorales, mais aussi idéologiques car elle se profile comme le parti qui protège l'identité flamande, le bien-être flamand, avec l'idée que l'immigration va mettre en danger cette identité. Cela explique le problème qu'elle fait avec le pacte, mais elle a commis la faute de ne pas le faire plus tôt. Ce qui l'affaiblit en tant que parti bon gestionnaire. »

Mais pourquoi rester au gouvernement alors ? L'influence des associations patronales flamandes proches du parti, qui ne souhaitent nullement une chute, a joué. D'autant que le Brexit s'annonce. Ce qui nécessite la prise de décisions gouvernementales, sachant, relève le vice-Premier Didier Reynders (MR), que « la Grande-Bretagne est le 2^e partenaire commercial de la Flandre et le 1^{er} de Zeebrugge ».

2 Comment peut-elle s'en sortir ? D'autant qu'elle avait dit qu'un vote alternatif à la Chambre sur le pacte signifierait la fin du gouvernement Michel. Pour le politologue Bart Maddens (KUL), proche des milieux nationalistes, la N-VA cherche surtout à gagner du temps. « Sortir du gouvernement est une grosse décision. Ils tentent de s'adapter à la rhétorique de Charles Michel qui parle d'aller signer le pacte au nom du Parlement et pas du gouvernement. Mais le parti est dans une position très inconfortable. » Et si le pacte est finalement signé, ajoute-t-il, les ministres N-VA n'auront pas d'autres choix que de démissionner : « Ils ont fixé cette ligne

rouge eux-mêmes. Ils se définissent comme un parti où les principes sont plus importants que les postes. S'ils reviennent sur leur parole et restent au gouvernement, alors que Charles Michel va signer à New York, le Vlaams Belang se fera un plaisir d'enfoncer le couteau dans la plaie. »

Carl Devos appuie : « Pour la première fois sous cette législature, une résolution a été adoptée par une majorité de rechange à la Chambre. Et la N-VA fait une courbe rentrante puisqu'elle avait assuré qu'une majorité de rechange signifierait la fin du gouvernement. C'est bien joué de Charles Michel. Il a dit : "Je vais à Marrakech, si vous ne voulez pas, vous pouvez quitter le gouvernement"; puis va dire : "Je vais à New York, si ça ne vous plaît pas, vous pouvez quitter le gouvernement." Ce que veut éviter la N-VA puisqu'elle veut donner l'impression que ce sont les autres qui l'ont poussée dehors et qu'elle est la victime des partis traditionnels, du système belge. Mais pour le moment ça ne marche pas, au contraire. La N-VA est en difficulté. »

Pourtant, une source nationaliste nous l'assure : « La N-VA ne veut pas faire tomber le gouvernement, elle veut continuer à travailler et à défendre le bilan, mais il était important pour nous de marquer la ligne rouge. Tant que Charles Michel n'engage pas le gouvernement à Marrakech, ça va. » Et tant pis pour l'affront.

3 Le parti est-il divisé ? Officiellement, non. « Il y a bien des sensibilités différentes, des façons de communiquer différentes, des discussions sur la stratégie, nous assure un nationaliste, mais on est tous sur la même ligne. » « Sur le fond, ils sont tous d'accord, confirme Bart Maddens. Sur la forme, peut-être un peu moins. On a vu pendant la campagne que certains marchaient fort dans les pas du Vlaams Belang en termes de communication. C'est quelque chose qui ne plaît pas à tout le

monde, notamment à Geert Bourgeois et Jan Jambon. » Mais dire que ces derniers s'opposeraient à une ligne « dure » portée par Theo Francken et Peter De Roover est exagéré : « C'est simplement qu'ils jouent des rôles différents. Cela ne veut pas dire qu'ils ne sont pas d'accord. »

Carl Devos ne parle pas non plus de division, mais note que « les "hard liners" autour de Bart De Wever - fort occupé à former une coalition à Anvers - décident davantage de la ligne du parti, d'autres disant que c'est dangereux car le parti finira en dehors de la majorité ». Donc c'est « une ligne plus dure qui se profile sur la migration, pour retrouver les électeurs de droite, voire de droite extrême ». Pour le politologue, Bart De Wever reste cependant l'homme fort du parti : « Il reste l'homme politique flamand le plus important. Et si Francken peut dire des choses, c'est parce que De Wever l'accepte. »

4 La N-VA est-elle affaiblie au gouvernement ? « Les prochains mois s'annoncent glaciaux », répond Bart Maddens, qui considère que même si le gouvernement ne tombe pas, il ne pourra plus rien réaliser d'ici aux élections de mai prochain. Carl Devos va plus loin : « La N-VA était le parti dominant, le chef et maintenant, quelque chose a changé. Charles Michel, qui a aussi perdu les élections, se fait plus assertif, moins couché de l'équipe et plus joueur qui doit "scorer". Le CD&V et le VLD, eux, ont gagné les communales et ont repris confiance. Et la N-VA est affaiblie. La question étant : dispose-t-elle d'un droit de veto ? Le Premier ministre peut-il aller à Marrakech si elle s'y oppose ? »

Autrement dit : l'arrogance dont les nationalistes faisaient preuve dans la suédoise ne sera plus la bienvenue désormais... ■

MAXIME BIERMÉ
MARTINE DUBUISSON

sondage Pour une majorité de Belges, cela ne vaut pas une crise

Le Grand Baromètre

LE SOIR INFO Ipsos

Non, le pacte migratoire ne vaut pas une crise gouvernementale. C'est ce que pensent une majorité de Belges, selon notre Grand Baromètre Ipsos-Le Soir-RTL-TVI-VTM-Het Laatste Nieuws.

A l'échelle du pays, 44 % des sondés estiment que ce dossier ne vaut pas une crise, contre 31 % qui pensent le contraire. C'est en Flandre que la volonté de survie est la plus ancrée : 47 % des Flamands ne veulent pas de crise, pour 30 % qui pensent le contraire. A Bruxelles, ils sont 45 % à vou-

loir que le gouvernement fédéral tienne, contre 35 % qui pensent qu'une démission s'impose. Et c'est en Wallonie que le soutien au gouvernement est le plus faible : 37 % contre 34 % qui veulent le départ de la suédoise en raison de la controverse autour du pacte migratoire. On notera une proportion de « sans avis » de l'ordre de 25 %, ce qui est habituel pour les questions de sondage politique.

On le sait, la N-VA s'est posée la question de faire tomber le gouvernement, avant d'y renoncer. C'est pourtant au sein des électeurs de la N-VA que le soutien au gouvernement est le plus faible, parmi les partis de

la majorité. Ce n'est pas étonnant quand on sait que le sondage a été réalisé au beau milieu de la crise du pacte migratoire.

Les électeurs de la N-VA pensent à 48 % que le gouvernement doit tenir, contre 36 %

qui pensent le contraire. Dans les autres partis de la majorité, le soutien au gouvernement est à 72 % au MR (c'est le plus élevé), à 66 % au VLD et à 57 % au CD&V. On notera que dans tous les partis d'opposition démocratique, il n'y a pas plus de 50 % d'électeurs qui pensent que le gouvernement doit tomber sur le pacte. La volonté de continuer semble donc bénéfici-

er d'une forte assise. ■

BERNARD DEMONTY

MÉTHODOLOGIE

Le sondage a été réalisé en ligne auprès de 2.532 personnes, formant des échantillons représentatifs des Belges de 18 ans et plus (1.003 en Wallonie, 998 en Flandre et 531 à Bruxelles), du 27 novembre au 4 décembre 2018. La marge d'erreur maximale, pour un pourcentage de 50 % et un taux de confiance de 95 %, est de +/- 3,1 en Wallonie et en Flandre et de +/- 4,3 à Bruxelles. Affiliations : ESOMAR, Consumer Understanding Belgium.

Le gouvernement doit-il tomber sur la question du pacte migratoire ?

oui non sans avis

